



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du** 27 JAN. 2026

fixant des prescriptions complémentaires relatif à l'exploitation des installations  
de la société TSCHOEPPE INDUSTRIE située 2 rue Lavoisier à Hoerdt (67720)

N° AIOT : 0006703902

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement notamment le titre 1<sup>er</sup> et les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 2 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- VU** le plan d'action interministériel publié par le gouvernement le 04 avril 2024 pour limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2007 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées la société TSCHOEPPE INDUSTRIE à Hoerdt ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2014 portant prescriptions complémentaires à la société TSCHOEPPE INDUSTRIE pour l'exploitation de ses installations situées à Hoerdt ;
- VU** l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le courrier de demande du 04 novembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le rapport en date du 26 novembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteintes à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le plan d'action interministériel publié par le gouvernement le 4 avril 2024 vise à limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

**CONSIDÉRANT** que le plan d'action interministériel précité prévoit notamment des axes relatifs à l'acquisition des connaissances sur les méthodes de mesures, la dissémination et les expositions, l'amélioration et le renforcement de la surveillance des émissions des PFAS ;

**CONSIDÉRANT** que ce plan prévoit des actions visant à réglementer et réduire les rejets de PFAS dans

l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les analyses de substances per- et polyfluoroalkylées, réalisées sous accréditation COFRAC en dates du 26 juin et 25 juillet 2024, révèlent la présence de fluor organique absorbable (AOF) en quantité significative dans les rejets aqueux de la société TSCHOEPPE INDUSTRIE ;

**CONSIDÉRANT** que la quantité de fluor organique rejetée quotidiennement dans les eaux superficielles par la société TSCHOEPPE INDUSTRIE est susceptible de porter atteinte à l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il convient de fixer par voie d'arrêté préfectoral les dispositions permettant de garantir un maintien minimum dans le temps de la surveillance des prélèvements et rejets ;

**APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La société TSCHOEPPE INDUSTRIE dont le siège social se situe 9 rue de Wintzenbach à Niederroedern (67470) et le site se situe 2 rue Lavoisier à Hoerd (67720), est tenue de se conformer, dans les délais précisés aux dispositions définies dans les articles suivants, visant à investiguer l'origine des émissions de substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de l'établissement, d'en réduire les flux journaliers et d'en assurer une surveillance appropriée aux enjeux sanitaires et environnementaux associés.

La société TSCHOEPPE INDUSTRIE, dont le siège social est situé 9, rue de Wintzenbach à Niederroedern (67470), est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants pour l'exploitation de son établissement situé 2, rue Lavoisier à Hoerd (67720).

### **Article 2 – Recherche de l'origine des substances per- et polyfluoroalkylées**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant mène une analyse critique sur l'origine et la nature des substances per- et polyfluoroalkylées et du fluor organique absorbable dans ses rejets aqueux. Les points suivants devront a minima être abordés :

- présentation des résultats accompagnés de commentaires sur leur cohérence (e.g. unités de mesure, conditions de prélèvement, conditions de fonctionnement des installations) ;
- présentation de l'inventaire des substances per- et polyfluoroalkylées directement utilisées ou produites sur site, y compris les substances historiquement mises en oeuvre ;
- pour chaque point de rejet concerné par des émissions de fluor organique absorbable ;
  - identification du lien entre les émissions mesurées, les activités et les productions du site ainsi que les produits utilisés et recensés dans l'inventaire sus-visé,
  - identification de l'existence de facteurs externes pouvant justifier la présence de substances per- et polyfluoroalkylées en sortie d'établissement (i.e. eau de distribution).

### **Article 3 – Surveillances des émissions d'AOF**

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les paramètres PFAS et AOF de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sont recherchés à une fréquence trimestrielle pour une durée de deux ans sur le point de rejet en sortie de l'établissement.

Dans le cadre de la surveillance des rejets industriels les eaux amont sont systématiquement analysées en même temps que les eaux rejetées. Les points de prélèvements retenus pour l'eau amont des points de rejets doit être représentative du fonctionnement des installations.

Les modalités techniques relatives à la mise en œuvre des campagnes de mesures respectent les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai n'excédant pas un mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

#### **Article 4 – Critères d'adaptation de la surveillance des émissions**

La surveillance requise par l'article 2 du présent arrêté peut être arrêtée par l'exploitant dans le cas où 3 campagnes consécutives montrent des valeurs mesurées pour les substances inférieures à la valeur limite de quantification imposée par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Dans le cas où les campagnes de mesures imposées par l'article 2 ne permettent plus de montrer l'absence de contribution du site en rejets PFAS, l'exploitant maintient la surveillance pour les substances concernées, et met en œuvre un processus de recherche des origines des substances dont il est contributeur in-fine. Ce processus consiste à minima en :

- de nouvelles investigations (prélèvements et analyses) afin de déterminer les installations à l'origine des contaminations éventuellement constatées ;
- l'analyse des 20 PFAS mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 après oxydation selon la méthode TOP Assay ;
- une reprise des recherches quant aux substances per- et polyfluoroalkylées, susceptibles d'être engagées dans les procédés via les matières premières, les produits de maintenance, et tout autre contributeur, avec une consultation des fournisseurs pour obtention d'éléments permettant de démontrer l'absence de substances per- et polyfluoroalkylées dans les éléments précités.

#### **Article 5 – Recensement des usages de substances per- et polyfluoroalkylées**

La liste établie en application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, est complétée et mise à jour à l'éclairage des résultats des campagnes de surveillance prescrites ci-avant et investigations complémentaires menées sur les produits susceptibles d'être présent ou ayant pu être présent ou utilisé dans les installations.

#### **Article 6 – Modalités d'exécution, voies de recours**

##### **Article 6.1 – Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

##### **Article 6.2 – Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

##### **Article 6.3 – Sanctions**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1<sup>er</sup>, du code de l'environnement.



#### Article 6.4 – Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 6.5 – Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### Article 6.6 – Exécution - Ampliation

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société TSCHOEPPE INDUSTRIE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de Hoerd.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

